



Conseil des affaires étrangères

Luxembourg, le 24 avril 2023

Le Conseil des affaires étrangères, présidé par le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, se tiendra à Luxembourg à partir de 10 heures.

Avant le Conseil des affaires étrangères, le haut représentant organisera un **petit-déjeuner informel avec la ministre islandaise des affaires étrangères, en sa qualité de présidente du Comité des ministres du Conseil de l'Europe, Thórdís Kolbrún Reykfjörd Gylfadóttir, et la secrétaire générale du Conseil de l'Europe, Marija Pejčinović Burić**. Cela sera l'occasion de démontrer la détermination de l'UE à renforcer son dialogue politique avec le Conseil de l'Europe au plus haut niveau.

Le Conseil tiendra un débat sur **l'agression russe contre l'Ukraine**, après une brève intervention par vidéoconférence du **ministre ukrainien des affaires étrangères, Dmytro Kuleba**.

Au cours d'un déjeuner de travail, les ministres des affaires étrangères de l'UE procéderont à un échange de vues informel avec **le ministre géorgien des affaires étrangères, Ilia Darchiashvili**.

Le Conseil tiendra ensuite un débat sur la mise en œuvre du **plan d'action de l'UE sur les conséquences géopolitiques de l'agression russe contre l'Ukraine**.

Dans le cadre de l'examen des **questions d'actualité**, les ministres des affaires étrangères de l'UE devraient recevoir des informations communiquées par le haut représentant au sujet des derniers développements intervenus au **Soudan, en Tunisie, en République de Moldavie et en Chine**. Les ministres pourraient également aborder la question du **Liban** et du **processus de paix au Proche-Orient**.

Déclaration à la presse du haut représentant: vers 8 h 30

Conférence de presse sur le CAE: vers 16 h 30, en format hybride

* * *

[Page consacrée à la session du Conseil des affaires étrangères](#)

[Transmission vidéo de l'événement, téléchargeable en format "diffusion" \(MPEG 4\), et galerie de photos](#)

[Conférences de presse et événements publics par transmission vidéo](#)

* * *

¹ La présente note a été élaborée sous la responsabilité du service de presse du Conseil.

Échange informel avec des représentants du Conseil de l'Europe

Les ministres des affaires étrangères de l'UE tiendront un petit-déjeuner de travail informel avec Thórdís Kolbrún Reykfjörð Gylfadóttir, ministre islandaise des affaires étrangères, en sa qualité de présidente du Comité des ministres du Conseil de l'Europe, et Marija Pejčinović Burić, secrétaire générale du Conseil de l'Europe.

L'échange informel portera essentiellement sur les prochaines étapes de la préparation du 4^e sommet des chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe, qui se tiendra du 16 au 17 mai à Reykjavik. Outre une déclaration politique qui en constituera le document final, le sommet devrait se concentrer sur la question de l'obligation de rendre des comptes par la mise en place d'un registre permettant d'enregistrer et de documenter les preuves et les demandes relatives à des dommages, pertes ou préjudices résultant de l'agression russe contre l'Ukraine.

Conseil des affaires étrangères

Agression russe contre l'Ukraine

Le Conseil des affaires étrangères débattrait de l'agression russe contre l'Ukraine, après un échange de vues avec le ministre ukrainien des affaires étrangères, Dmytro Kuleba, qui se tiendra par vidéoconférence au début de la session.

Le ministre devrait informer le Conseil de la situation sur le terrain, ainsi que des besoins et priorités actuels de l'Ukraine.

Le débat ministériel qui se tiendra ensuite sera axé sur les différents axes de travail en cours, à savoir le soutien militaire, les mesures restrictives, la sécurité alimentaire, l'obligation de rendre des comptes et la formule de paix ukrainienne.

Dans les conclusions du Conseil européen du 23 mars 2023, l'UE a condamné à nouveau résolument la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, qui constitue une violation manifeste de la charte des Nations unies, et elle a rappelé son soutien inébranlable à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, ainsi qu'à son droit naturel de légitime défense contre l'agression menée par la Russie.

La Russie doit mettre un terme à son agression et retirer immédiatement, complètement et sans condition toutes ses forces militaires et auxiliaires de l'ensemble du territoire de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

L'UE se tient fermement et pleinement aux côtés de l'Ukraine et continuera de fournir un soutien politique, économique, militaire, financier et humanitaire fort à l'Ukraine et à sa population aussi longtemps qu'il le faudra.

- [Munitions livrées à l'Ukraine:le Conseil approuve un soutien d'un montant de 1 milliard d'euros au titre de la facilité européenne pour la paix \(communiqué de presse, 13 avril 2023\)](#)
- [Guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine:le groupe Wagner et RIA FAN ajoutés à la liste des sanctions de l'UE \(communiqué de presse, 13 avril 2023\)](#)
- [Conclusions du Conseil européen \(23 mars 2023\)](#)
- [Réaction de l'UE à l'invasion de l'Ukraine par la Russie \(informations générales\)](#)

Échange informel avec le ministre géorgien des affaires étrangères

Au cours du déjeuner, les ministres des affaires étrangères de l'UE tiendront un échange de vues informel avec le ministre géorgien des affaires étrangères, Ilia Darchiashvili. Cet échange de vues sera l'occasion de débattre de la situation dans le pays, ainsi que du soutien de l'UE au processus de réforme de la Géorgie et de sa résilience, compte tenu également des aspirations européennes du pays.

Il s'agit de la première fois que le ministre géorgien des affaires étrangères participe au Conseil des affaires étrangères depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie et depuis que le Conseil européen a reconnu la perspective européenne de la Géorgie et s'est déclaré prêt à accorder le statut de pays candidat une fois que les 12 priorités énoncées dans l'avis de la Commission sur la demande d'adhésion de la Géorgie auront été prises en compte. Dans son paquet "élargissement" de l'automne 2023, la Commission évaluera pour la première fois l'état d'avancement des réformes de la Géorgie au regard des critères d'adhésion à l'UE.

Mise en œuvre du plan d'action de l'UE sur les conséquences géopolitiques de l'agression russe contre l'Ukraine

Les ministres des affaires étrangères de l'UE débattront de la mise en œuvre du plan d'action sur les conséquences géopolitiques de l'agression russe contre l'Ukraine, qui a été examiné pour la première fois par le Conseil des affaires étrangères en juin 2022.

Dans un contexte géopolitique fragmenté et avec une guerre russe contre l'Ukraine qui propage l'instabilité dans le monde entier, l'UE entend renforcer ses partenariats à l'échelle internationale, sur la base d'un engagement politique et économique et d'une coopération mutuelle. Le plan d'action précité, élaboré par le SEAE en étroite coordination avec la Commission européenne, vise à unir nos forces à celles de nos partenaires, au bénéfice de nos citoyens et dans le but ultime de contribuer à la stabilité et à la croissance mondiales. L'UE définira ce qui est nécessaire pour relever les défis communs et tirer parti des possibilités, en faisant usage de tous les instruments dont elle dispose.

Les conséquences de la pandémie mondiale, du changement climatique et de l'agression de la Russie contre l'Ukraine mettent en lumière et exacerbent les vulnérabilités de nombreux pays du monde sur des questions telles que l'énergie et la sécurité alimentaire. Elles rendent ce nouvel engagement d'autant plus crucial. L'UE a été un partenaire réactif et responsable pour ce qui est de relever les défis auxquels sont confrontés nombre de ses partenaires partout dans le monde, et elle reste attachée aux efforts déployés.

Avec ses partenaires, l'UE souhaite défendre non seulement le bien commun mondial, mais aussi la charte des Nations unies et l'ordre fondé sur des règles, qui protègent la souveraineté de chaque pays. Le plan d'action vise à renforcer les partenariats de l'UE sur la base d'une approche centrée sur l'humain, dans l'ensemble des relations de l'UE avec ses partenaires, en vue d'obtenir des résultats tangibles grâce à la stratégie "Global Gateway" et d'autres initiatives d'intérêt mutuel.

Questions d'actualité

Le Conseil des affaires étrangères tiendra un débat sur les questions d'actualité, au cours duquel les ministres pourront procéder à un échange de vues sur les événements récents et sur l'évolution rapide de la situation sur le plan des relations extérieures.

Le haut représentant abordera la question des affrontements violents qui ont éclaté au 15 depuis le 15 avril entre les forces armées soudanaises (FAS) et les Forces d'appui rapide (RSF). L'UE

coordonne étroitement sa réponse avec les partenaires régionaux et internationaux afin d'exiger la cessation immédiate des hostilités, en insistant sur la nécessité d'une désescalade et d'une trêve humanitaire pour permettre la protection des civils, ainsi que pour assurer le plein respect du droit humanitaire international et de la convention de Genève par les deux parties.

Le Conseil procédera ensuite à un échange de vues sur les derniers développements intervenus en **Tunisie**. Lors de la session du Conseil des affaires étrangères de mars, le Conseil est convenu de la nécessité de continuer à soutenir le peuple tunisien tout en adressant des messages clairs aux autorités sur des sujets de préoccupation. À la suite de développements récents inquiétants, tels que l'arrestation du chef de l'opposition Raché Ghannouchi et une forte augmentation des chiffres des migrations en provenance de Tunisie, les ministres reviendront sur la Tunisie et la situation sur le terrain, notamment dans la perspective des visites à haut niveau récentes et à venir.

Le haut représentant évoquera la question de la **République de Moldavie**, en particulier la mise en place d'une nouvelle mission civile de l'UE dans le cadre de la politique de défense et de sécurité commune (PSDC), la mission de partenariat militaire de l'UE en République de Moldavie. Il est également prévu que les ministres parviennent à un accord politique sur un nouveau régime de sanctions visant à aider la République de Moldavie à lutter contre les tentatives de déstabilisation et qu'ils abordent la nouvelle mesure d'assistance, d'un montant de 40 millions d'euros, qui doit être adoptée prochainement dans le cadre de la facilité européenne pour la paix, afin d'accroître la résilience du pays.

Les ministres seront informés des récents contacts à haut niveau avec la **Chine** et pourraient également évoquer la situation dramatique au **Liban**. Le Liban figurait déjà à l'ordre du jour du Conseil des affaires étrangères d'octobre et novembre 2022. Le Conseil avait alors insisté sur la nécessité d'élire un président et de parvenir à un accord sur le programme avec le FMI. Il n'y a toutefois eu de progrès sur aucun des deux fronts.

Enfin, les ministres pourraient évoquer le **processus de paix au Proche-Orient** et l'escalade récente de la violence en Israël et dans les territoires palestiniens occupés.

- [Soudan: déclaration du haut représentant, au nom de l'Union européenne, sur l'évolution récente de la situation \(19 avril 2023\)](#)
- [Tunisie: Déclaration de la porte-parole sur les derniers développements en Tunisie \(site web du SEAE\)](#)
- [Conseil des affaires étrangères, 20 mars 2023](#)
- [Relations de l'UE avec la République de Moldavie \(informations générales\)](#)
- [Israël/Palestine: déclaration du haut représentant, au nom de l'Union européenne, sur l'évolution récente de la situation \(8 mars 2023\)](#)

Conclusions et autres décisions du Conseil

Le Conseil des affaires étrangères devrait approuver des conclusions sur l'**Éthiopie** et convenir de la mise en place d'une nouvelle **mission PSDC civile en République de Moldavie**. Cette mission est axée sur le renforcement de la résilience du secteur de la sécurité du pays dans les domaines de la gestion des crises et des menaces hybrides.

En marge de la session du Conseil, la [17^e session du Conseil de coopération UE-Ouzbékistan](#) se tiendra à Luxembourg à partir de 17 heures.